

Duforme Final sobre investigaciones de JVB :

- Analisis de la Planificación española como proceso de decisión política - CORDES, PARIS. 1974-1978
- Los Agentes del Poder en una estructura política autocrática. Personal político, responsables de la alta administración y grandes grupos financieros e industriales - DGRST, 1978-1981 (François Bonricaud & Michel Crozier)

Rapport sur les travaux effectués par M. Vidal-Beneyto sous le titre : "Analyse de la planification espagnole comme processus de décision politique" (avec un financement du Commissariat Général au Plan, subvention n° 89-76), et sous le titre "Les Agents du Pouvoir dans une structure politique autocratique (subvention DGRST 76-7.05 30).

Ce bref rapport concerne les deux recherches confiées à M. Vidal-Beneyto, lesquelles constituent un ensemble cohérent, qui, pour des commodités administratives, avait dû être divisé en deux opérations distinctes. Le travail, tel qu'il a été finalement remis, représente un effort considérable, tant du point de vue de la collecte des données que de l'élaboration théorique qui doit servir à les interpréter. A l'un et à l'autre titre, le travail de M. Vidal-Beneyto apparaît aux rapporteurs comme une contribution de premier ordre.

1° Les agents du pouvoir

Il faut d'abord souligner l'importance de la banque de données déposée au CORDES. Environ 10.000 noms (dont 1.920 avec un profil socio-biographique, et pour le reste : (a) 1.378 agents appartenant à l'économie privée ; (b) 1.639 appartenant aux institutions bancaires ; (c) 1.385 au secteur public de l'économie ; et (d) 4.571 ayant participé aux assemblées générales et aux commissions spécialisées du Plan), constituent la population étudiée.

Cette enquête se distingue des enquêtes traditionnelles sur le personnel du pouvoir en ce que les individus recensés ne sont pas
" repiqués de répertoires type "Who's who", mais localisés à l'aide de

données primaires telles que : le Journal Officiel faisant état de leur nomination dans les commissions compétentes, Bulletin des sociétés anonymes et des entreprises publiques et parapubliques. Le personnel ainsi répertorié est réparti en trois sous-ensembles : secteur économique privé, secteur politique, secteur administratif (haute fonction publique).

L'auteur se demande alors si les critères classiquement employés par les théoriciens du Pouvoir et des élites sont ou non pertinents pour rendre compte de la structure du pouvoir en Espagne, telle qu'elle s'exprime dans sa banque de données. En ce qui concerne le critère familial, il est pertinent pour rendre compte des liens effectivement observés dans le cas des Conseils d'Administration des cinq banques principales entre les membres de 7 familles. En revanche ce critère est de très faible portée explicative s'agissant des deux autres sous-ensembles (politique et administratif). Pour ce qui est de la position hiérarchique dans les entreprises, retenue par des théoriciens comme Wright Mills, elle n'apparaît pas à M. Vidal-Beneyto comme pourvue d'un pouvoir explicatif très grand. Par contre, (p. 64) il propose un inventaire purement descriptif des positions de pouvoir détenues par 398 personnes et insiste sur leur faible cohésion. Quant à l'hypothèse de la classe dominante, M. Vidal-Beneyto souligne d'abord le fait que les deux termes, classe dirigeante et classe dominante, procèdent de la même source, masquée par les différences de vocabulaire et de traduction. En deuxième lieu, il propose sous le nom de "sommet personnalisé du pouvoir institutionnel" une conception plus étroite, mais plus solide. Il sélectionne, en fonction de leur position hiérarchique strictement définie, 229 personnes caractérisées par l'origine sociale, l'éducation et la résidence. A la différence des auteurs qui

F.B.

préjugent de tels caractères statiques la participation dominante de ces individus dans la prise de décision, M. Vidal-Beneyto se contente de renvoyer son lecteur à la deuxième partie de son travail

2° La décision concernant le Plan

Les contributions de cette recherche sont au nombre de trois.

A la différence des auteurs (libéraux ou marxistes) qui ont étudié le franquisme, et ont tendance à le considérer comme un processus continu avec différents moments, l'auteur voit une "coupure" radicale donnant lieu selon lui à un premier et à un deuxième franquisme à partir de 1951.

M. Vidal-Beneyto est amené à proposer une conception originale de la décision politique. Il oppose à une conception de la micro-décision caractérisée par le choix d'alternatives spécifiques et définies une conception qui insiste davantage sur la force des déterminants systémiques, combinée avec la "négociation" du contenu et des modalités de la décision (implémentation, pour parler comme les auteurs américains

Il en résulte que pour M. Vidal-Beneyto, il est impossible d'étudier la planification espagnole en dehors du processus d'ensemble, correspondent au deuxième franquisme, et qui se présente à la fois sous la forme d'un processus de décision politiquement très complexe, et d'un processus de changement affectant les structures de la société espagnole.

Cette démarche l'oblige à étendre son analyse à l'ensemble de la politique économique espagnole dans laquelle il distingue trois

phases :

(1^o) 1951-1957 : normalisation-institutionnalisation, phase pendant laquelle le régime se dote d'une structure juridico-institutionnelle conduisant à une industrialisation de plus en plus ouverte sur l'extérieur (après la phase strictement autarcique des premières années du franquisme).

(2^o) 1957-1961 : stabilisation-libéralisation. Cette phase est connue comme un changement radical dans les orientations de la politique économique franquiste.

(3^o) 1961-1969, planification de l'économie espagnole. C'est pendant cette période que ce sont mis en oeuvre les trois Plans.

La plupart des interprétations de l'histoire du franquisme placent la coupure en 1957. M. Vidal-Beneyto propose de la placer en 1951, à raison de l'interprétation qu'il avance du franquisme, qui à partir de 1951, deviendrait une "autocratie normalisée". Cette thèse se rapproche, mais se distingue des interprétations sur l'Espagne comme "régime autoritaire" (Juan Linz) en ce que loin d'impliquer apathie et dépolitisation, M. Vidal-Beneyto souligne la "reidéologisation" de la politique espagnole, grâce à la visibilité croissante de thèmes comme l'occidentalisation et ~~la~~ la modernisation, et d'autre part grâce à la libéralisation de l'appareil politique avec émergence tolérée des partis et acceptation des associations.

La contribution de M. Vidal-Beneyto se situe à l'opposé des thèses marxistes comme des thèses libérales. Dans l'enchaînement de la deuxième et de la troisième phase, les libéraux insistent sur l'inversion que constituerait la politique de planification par rapport à la politique de libéralisation. La seconde serait l'oeuvre d'un noyau de

FB

techniciens qui dans des positions clefs des ministères économiques auraient convaincu Alberto Ullastres et Navarro Rubio, respectivement Ministre du Commerce et des Finances, de l'avantage pour le régime de s'ouvrir sur l'extérieur ; tandis que les "planificateurs" (Lopez Rodó et Lopez Bravo) pour flatter les inclinations du Général Franco, adversaire supposé de l'économie de marché, se sont servis du Plan pour réintroduire des mécanismes de contrôle abandonnés pendant la période 1959-1961. A l'inverse pour les marxistes, la phase de libéralisation n'est que le prélude de la planification, laquelle est censée préparer l'avènement d'un CME à l'espagnole. Pour y parvenir, une double "rationalisation", d'abord de l'économie, mais aussi de l'administration et de l'appareil, serait nécessaire.

M. Vidal-Beneyto décrit alors minutieusement (1) l'intervention des déterminants sociaux, politiques et économiques, intérieurs comme extérieurs, qui font système ; (2) l'enchaînement et les étapes de ce qu'il appelle la "négociation de la décision" dans chacune des trois phases. Dans la partie III, il prend le plus grand soin à souligner à la fois les modalités politiques de la négociation, sur laquelle interviennent les agents et la transformation du contenu de la décision en fonction du changement de la société. La IVe partie étudie l'ensemble des mesures concrètes arrêtées pendant chacune de ces trois phases.

A l'encontre de la thèse libérale comme de la thèse marxiste l'auteur soutient que la planification visait à obtenir "la plus large consensualisation" possible, par l'association d'un grand nombre d'agents du pouvoir (presque 5.000) à l'élaboration de la politique économique espagnole. En outre, le Plan aurait servi à compenser les "secteurs opposés" par une série d'aides et de subventions fiscales. Enfin le Plan

a diffusé une idéologie du développement et de la modernisation, d'autant plus nécessaire que le régime avait été amené à abandonner son idéologie originaire du national-syndicalisme.

Le Plan espagnol serait donc inséparable d'un processus d'évolution et de décision qui affecte la société dans son ensemble. En deuxième lieu, il ne serait pas l'oeuvre d'une soi-disant classe dominante, mais le résultat très complexe d'un ensemble de déterminants systémiques, progressivement définis en fonction d'une conjoncture changeante.

François BOURRICAUD

*François
Bourricaud*

Michel CROZIER

Michel Crozier